



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°140 15 JANVIER 2019

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

PLUS DE 100  
TRANSACTIONS  
COMMERCIALES  
CONCLUES LORS  
DE LA FOIRE  
COMMERCIALE  
INTRA-AFRICAINE

SOUDAN :  
AUGMENTATION  
DES SALAIRES PAR  
LE GOUVERNEMENT  
SUR FOND DE  
PROTESTATIONS

KENYA :  
RESSERREMENT DES  
CONDITIONS DE  
FINANCEMENT DE LA  
DETTE PUBLIQUE SUR  
LES MARCHES  
INTERNATIONAUX

TCHAD : LE  
RECRUTEMENT DE  
PLUS 4 000  
FONCTIONNAIRES  
PREVU POUR 2019

LE CONGO-  
BRAZZAVILLE  
ENTEND CREER UN  
FONDS DE  
GARANTIE POUR LES  
PME

RWANDA :  
ACCREDITATION  
INTERNATIONALE POUR  
LE LABORATOIRE  
RWANDAIS DE  
CONTROLE DE LA  
QUALITE

MADAGASCAR :  
IMPLANTATION AU  
MALI DE THOMSON-  
BROADCAST, DETENUE  
PAR L'ENTREPRISE  
MALGACHE SIPROMAD

TANZANIE : LEVEE  
DE L'INTERDICTION  
D'IMPORTER DU  
SUCRE D'OUGANDA

ETHIOPIE : REPRISE  
DU PROJET  
D'EXTENSION DU  
RESEAU MOBILE PAR  
ERICSSON



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ **Soudan : Augmentation des salaires par le gouvernement sur fond de protestations**

Amputé des trois quarts de ses réserves de pétrole depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, le pays est confronté à une inflation de près de 70 % par an et à une grave crise monétaire. Le président soudanais a annoncé, le 3 janvier 2018, une augmentation des salaires oscillant entre 9 EUR (soit 500 livres soudanaises) pour le salaire minimal et 50 EUR (soit plus de 2500 livres soudanaises) en réponse aux protestations qui se déroulent dans le pays depuis 19 décembre 2018. A l'origine contre la hausse des prix et les pénuries de pain et de carburant, ces contestations semblent se transformer en protestations antigouvernementales.

[olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Tchad : le projet de Loi de Finances 2019 présenté au Parlement

Le Ministre des Finances et du Budget tchadien a présenté le 27 décembre au Parlement, qui l'a adopté, le projet de Loi de Finances, qui avait été adopté le 30 novembre 2018 en Conseil des Ministres. Il table sur l'hypothèse d'un taux de croissance de 6,9% contre 1,5% en 2018. Les recettes budgétaires s'établiraient à 983 Mds FCFA contre 846 en 2018. Les dépenses totales seraient en légère augmentation de 950 à 980 Mds FCFA. Le déficit budgétaire hors dons s'établirait à 153 Mds FCFA ; les dons, legs et fonds diminueraient de 19,1%.

[couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Tchad : le recrutement de plus 4 000 fonctionnaires prévu pour 2019

Le projet de Loi de Finances 2019 adopté par les députés le 27 décembre 2018 prévoit le recrutement de 4 331 fonctionnaires supplémentaires, dont 2 966 au Ministère de la Défense Nationale et au Ministère en charge de la sécurité publique, le reste étant réparti entre le Ministère de la Justice et le Ministère des Finances et du Budget. Par ailleurs, le décret entérinant les augmentations générales spécifiques des fonctionnaires militaires ont été rétablies intégralement, et les augmentations générales spécifiques des salaires pour les fonctionnaires civils seront relevées de 50 à 65%. Pour autant, le projet de Loi de Finances prévoit une baisse des dépenses de personnel, de 354 Mds FCFA dans la Loi de Finances 2018 à 350 Mds en 2019, l'exécution budgétaire pour ce poste de dépense ayant été faible en 2018.

[couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Ethiopie : Réduction du déficit commercial à 12,4 Mds USD en 2018 (soit 15 % du PIB)

Bien qu'élevé, le déficit commercial de l'Éthiopie s'est résorbé d'environ 4 % en glissement annuel en 2018. Il résulte d'une baisse conjointe des exportations et importations de biens qui s'établissent respectivement à 2,8 Mds USD et 15,2 Mds USD. Concernant les exportations, les produits agricoles tels que le café et les oléagineux dominent les échanges, tandis que les importations se répartissent majoritairement entre les biens d'équipement et de consommation. L'Éthiopie dépend toujours fortement de ses échanges avec la Chine qui est à la fois son premier fournisseur avec une part de marché de 25 % et son second client.

[pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Kenya : Resserrement des conditions de financement de la dette publique sur les marchés internationaux**

Alors que les autorités kenyanes s'apprêtent à émettre de nouvelles obligations souveraines libellées en devise au premier trimestre 2019, le rendement des *eurobonds* précédemment émis en 2014 puis en février 2018 a augmenté, augurant ainsi un renchérissement du coût de refinancement de la dette extérieure. Ainsi, entre décembre 2017 et décembre 2018, le rendement sur les *eurobonds* 2014 à cinq ans ainsi que ceux à dix ans aurait augmenté de 64 %. En parallèle, le rendement initial de 7,3 % des *eurobonds* 2018 à dix ans a également augmenté depuis février 2018, atteignant 8,9 %. Concernant les *eurobonds* 2018 à 30 ans, ils ont initialement été mis aux enchères à 8,3 % et atteignent 9,7 % fin décembre 2018.

[benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : Signature d'accords entre la BAD et le gouvernement malgache pour faciliter le commerce**

Trois accords ont été signés le 17 décembre entre le gouvernement malgache et la BAD en vue de réaliser un projet d'aménagement de corridors et de facilitation du commerce et des investissements dans le pays. Le financement total de 87 MUSD est constitué i) d'un prêt de 31,8 MUSD et d'un don de 43,7 MUSD du Fonds Africain de Développement (FAD) et ii) d'un prêt de 11,8 MUSD de la Facilité d'Appui à la Transition (FAT). Ce projet permettra le désenclavement du sud du pays à travers la mise en œuvre de différents projets tels que la réhabilitation de la RN9 entre Analamisampy et Manja, la construction de ponts sur les fleuves Ranozaza et Mangoky, et la réhabilitation d'une portion de la RNT12A entre Vangaindrano et Fort-Dauphin en cofinancement avec l'UE.

[eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ **Soudan : Augmentation des salaires par le gouvernement sur fond de protestations**

Selon les statistiques officielles kényanes, le montant total des importations kényanes en provenance de la CAE aurait atteint 54,8 Mds KES (548 MUSD) sur les trois premiers trimestres de l'année 2018 contre 38,4 Mds KES (384 MUSD) sur la période correspondante en 2017 soit une augmentation de près de 30 %. Cette hausse serait principalement imputable à l'augmentation des importations alimentaires en provenance de l'Ouganda. Ces dernières se seraient élevées à 41,1 Mds KES (411 MUSD) sur cette même période contre 24,6 Mds KES (246 MUSD) un an auparavant. A l'inverse, les exportations kényanes vers la CAE poursuivraient leur déclin : elles s'établiraient à 86,7 Mds KES (867 MUSD) entre janvier et septembre 2018 contre 86,9 Mds KES (869 MUSD) sur la période équivalente en 2017. Ce ralentissement s'explique d'abord par l'élévation croissante de barrières non-tarifaires dans la zone.

[benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Kenya : Augmentation de 19,7 % des ventes de véhicules neufs en 2018**

Selon la *Kenya Motor Vehicle Industry Association* (KMI), 13 223 voitures neuves ont été vendues entre janvier et novembre 2018 contre 11 044 sur la même période en 2017. Cette hausse de 19,7 % pourrait s'expliquer en partie par un regain de confiance des entreprises à l'issue des élections de 2017. Néanmoins, la loi d'encadrement des taux bancaires de septembre 2016 continue de freiner la demande dans la mesure où la plupart des achats de véhicules sont financés par des prêts. Cette loi a restreint l'accès aux emprunts.

[benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Madagascar : Implantation au Mali de Thomson-Broadcast, détenue par l'entreprise malgache Sipromad**

En août 2018, les activités civiles de *Thomson-Broadcast* ont été rachetées par le groupe *Sipromad*, leader malgache de la diversification industrielle. Depuis décembre 2018, au sein d'un consortium avec *Camusat International*, *Thomson-Broadcast* participe à un projet du gouvernement malien dont l'objectif est le déploiement d'un réseau de télévision numérique terrestre sur l'ensemble de son territoire. *Thomson-Broadcast*, en tant que fabricant d'électronique, contribuera à la conception, à la production et au déploiement du nouveau système de transmission de télévision. Ce projet au montant total de 53 MEUR est financé à 85 % par un prêt direct de 44,8 MEUR de la Direction générale du Trésor.

[eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Le Congo-Brazzaville entend créer un Fonds de garantie pour les PME

Le projet de loi portant sur la création d'un Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (FIGA) – qui vise à faciliter l'accès au crédit aux TPE/PME – a été adopté le 27 décembre 2018 en Conseil des ministres. Grâce à ses mécanismes de financement et d'accompagnement, le FIGA veut aider les entreprises à apporter des garanties complémentaires à celles exigées par les établissements de crédit. Pour être éligible, tout porteur de projet devra s'enregistrer auprès de l'Agence congolaise de création d'entreprise et être en mesure de financer 30% du coût de son projet. Le FIGA prendra la forme d'une société anonyme de droit privé dotée d'un capital ouvert au secteur public et privé.

[ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : Reprise du projet d'extension du réseau mobile par Ericsson

Après six mois d'interruption suite à un désaccord avec *Ethio Telecom*, le suédois *Ericsson* a accepté de reprendre les travaux d'extension du réseau mobile dans le sud-est de l'Éthiopie. Cette décision permettra de fournir un réseau mobile fiable dans une région qui pâtit d'une faible qualité de réseau. Par ailleurs, sévèrement touchée par la pénurie de devises étrangères dans le pays entre 2015 et 2018, l'entreprise *Ethio Telecom* s'est vue octroyer 157 MUSD par le gouvernement au cours des trois derniers mois pour financer l'achat des équipements nécessaires à l'optimisation du réseau.

[pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Construction par Voltalia d'une centrale photovoltaïque en EPC

La filiale africaine du groupe espagnol *Alten Energias Renovables* a annoncé avoir sélectionné le français *Voltalia* pour l'ingénierie, l'approvisionnement et la construction (EPC) de sa centrale solaire de 40 MW située dans le comté d'Uasin Gishu à l'ouest du pays. *Voltalia* est également en charge de l'opération et de la maintenance de la centrale, dont la date de mise en service est prévue pour mars 2020. L'ouest du Kenya, région densément peuplée, fait face à une pénurie chronique d'électricité qui s'explique par un manque de moyens de production combiné à une faiblesse de ses connexions avec le réseau national.

[benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : Aide perçue des bailleurs de fonds en-deçà des engagements**

Sur la période de juillet à novembre 2018, le gouvernement tanzanien a reçu 54 % des fonds engagés par les bailleurs : 216 MUSD sur les 400 MUSD engagés ont été décaissés par le gouvernement. Selon Philip Mpango, ministre des Finances et de la Planification, cet écart s'explique par les conditions et exigences élevés des bailleurs. Le ministre a souligné la volonté du gouvernement de diminuer les dépenses et d'augmenter le recouvrement des recettes.

[philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Tanzanie : Levée de l'interdiction d'importer du sucre d'Ouganda

Avec une production de 300 000 tonnes, la consommation annuelle du pays est estimée à 590 000 tonnes dont 135 000 tonnes sont consommés par les industriels. Pour faire face à une pénurie de 290 000 tonnes de sucre dans le pays, le gouvernement a levé l'interdiction de juin 2018 d'importer du sucre d'Ouganda. Désormais, ces importations sont autorisées mais sujettes à des droits d'importations de l'ordre de 25 %, ce qui est contraire aux règles du marché commun de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE).

[philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Tanzanie : Fin des exportations pour le café non transformé

Le gouvernement tanzanien met fin aux exportations du café non transformé pour d'une part valoriser les produits locaux à plus forte valeur ajoutée et ainsi obtenir des prix plus élevés sur les marchés internationaux. La production de café du pays, pour deux tiers d'Arabica et un tiers de Robusta, a diminué en 2018 : estimée à 47 000 tonnes en 2017, la production a été de 43 000 tonnes en 2018. Le *Tanzania Coffee Board* a pour objectif d'atteindre une production de 100 000 tonnes d'ici 2021.

[philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Rwanda : Offre des connexions gratuites pour les grandes industries par la *Rwanda Energy Group* (REG)

A compter du 1er janvier 2019, le raccordement électrique pour les grandes industries sera effectué gratuitement pour appuyer le plan du gouvernement visant à soutenir le secteur privé au Rwanda. Cette réforme vise à attirer plus d'entreprises sur le territoire et aider celles qui y sont déjà présentes. Elle s'adresse à des entreprises dont les besoins électriques sont supérieurs à 100 kilovoltampères (kVA).

[philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

## ▼ Services

### ▼ Rwanda : Accréditation internationale pour le laboratoire rwandais de contrôle de la qualité

Les laboratoires de contrôle de la qualité du *Rwanda Standards Board* (RSB) ont obtenu une accréditation internationale accordée par le RvA des Pays-Bas, l'un des principaux organismes d'accréditation au monde. Selon le RSB, les laboratoires couverts par la nouvelle accréditation comprennent ceux de microbiologie, de l'alimentation, de l'agriculture, des mycotoxines et enfin de la chimie inorganique. Ces nouvelles qualités permettront aux laboratoires locaux d'offrir davantage de services fiables, en particulier dans les laboratoires biochimiques.

[philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : Radiation de 188 bureaux de change non conformes aux nouvelles exigences de la banque centrale tanzanienne

D'après le ministre des Finances et de la Planification, Philip Mpango, seul un tiers des bureaux de change tanzaniens se sont conformés aux exigences de la Banque centrale portant sur les opérations de change formulées en 2017. Afin de renforcer le marché des devises, la banque centrale a augmenté le capital minimum obligatoire des bureaux de change, passant de 44 000 USD à 132 000 USD pour les bureaux de grade A et de 110 000 à 440 000 USD pour les bureaux de grade B. Suite à une inspection en décembre 2018, 188 bureaux de change ne répondent pas à ses exigences. Par conséquent, leurs licences d'opérer sur le marché des devises ne seront pas renouvelées.

[philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : Utilisation de timbres fiscaux électroniques à partir de janvier 2019 pour une liste de produits

Charles Kichere, commissaire général de l'Autorité des Impôts Tanzanienne (TRA), a annoncé le remplacement des timbres fiscaux en version papier par la mise en place de timbres fiscaux électroniques pour différents produits (les cigarettes, les vins, les spiritueux et la bière) à partir de janvier 2019. Sont concernées les régions de Dar es-Salaam, Arusha, Kilimandjaro, Mwanza, Shinyanga et Mbeya. Le nouveau système électronique, installé chez les industriels concernés, permettra à la Tanzanie: i) de suivre la production industrielle réelle des produits, ii) de faciliter la collecte des impôts et iii) contrôler l'afflux de produits contrefaits, actuellement d'un volume conséquent, sur le marché local.

[philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Cameroun : le Groupement Urbbandna / Ambiafrica / Lipor signe un contrat pour le ramassage des ordures dans la ville de Yaoundé

La Communauté urbaine de Yaoundé a signé un contrat avec le groupement Urbbandna/ Ambiafrica/ Lipor en vue d'assurer le ramassage des ordures dans trois arrondissements de la ville de Yaoundé (Yaoundé III, VI et VII). La société Hygiène et salubrité du Cameroun (Hysacam), qui détenait auparavant une concession pour l'ensemble de la ville, reste en charge du ramassage dans les autres quartiers de la capitale.

[evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : Licenciement de la moitié du personnel de la MetEC

Suite à des soupçons de corruption et la résiliation de contrats portant sur de grands projets (concernant une sucrerie, des usines d'engrais et le barrage de la Renaissance), l'entreprise d'État *Metals & Engineering Corporation* (MetEC) va réduire ses effectifs de plus de moitié afin d'éviter la faillite. Les licenciements et les transferts opérés, notamment le transfert de 5 000 employés au ministère de la Défense, permettront à l'entreprise de passer de 19 500 à 8 000 employés. De plus, dans le cadre de sa restructuration, l'entreprise dorénavant baptisée *National Industrial Engineering Corporation* consacrera uniquement son activité à la fabrication de produits industriels. Un appel d'offres sera prochainement lancé pour la vente de certains biens de l'entreprise, évalués à 500 MUSD.

[pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ► Plus de 100 transactions commerciales conclues lors de la foire commerciale intra-africaine

Selon la banque africaine d'exportation et d'importation, connue sous le nom d'*Afreximbank*, plus de 100 transactions commerciales pour un montant total de 32,6 Mds USD ont été conclues lors de la première foire commerciale intra-africaine (IATF). Organisée au Caire en décembre 2018, cette foire vise à promouvoir le commerce entre pays africains et à appuyer la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain. Ces transactions commerciales concernent en majorité les secteurs industriels destinés à l'exportation (6,2 Mds USD), l'énergie (6 Mds USD) et les services financiers (1,9 Mds USD).

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

